

Les partis politiques belges et la Guerre civile espagnole (1936-1939)

par le lieutenant A. DE SMET

★

Le soulèvement militaire qui, en juillet 1936, déchire la péninsule ibérique, a, entre autres, comme conséquences de mêler l'Europe entière à la question espagnole. Les insurgés du général Franco bénéficieront de l'aide militaire italienne et allemande tandis que le gouvernement de Madrid recevra un soutien en hommes et en matériel sous diverses formes, qui proviendra principalement de l'Union soviétique et de la Gauche européenne et se concrétisera par la mise en œuvre des Brigades internationales.

Des efforts diplomatiques seront entrepris par Paris et par Londres afin de convenir d'une politique européenne de neutralité vis-à-vis de la guerre civile espagnole ; mais si un « Comité de non intervention » est créé à Londres, son efficacité sera relative et de toute façon insuffisante pour mettre fin aux interventions étrangères.

La question espagnole se pose également avec une certaine acuité à notre pays et la vie politique belge des années 1936 à 1939 en sera fortement marquée. Dès le début des hostilités, le gouvernement tripartite belge s'en tient à la politique de non-intervention définie par le comité de Londres, mais une partie notable de notre opinion publique désavoue cette prise de position. Divers groupements politiques, ayant en commun une idéologie antifasciste, se groupent alors afin de convenir d'une action conjuguée d'aide et de soutien à la République espagnole. Dans cet ensemble, le parti communiste fait figure de proue, mais l'aile gauche du POB s'avère être presque aussi virulente.

Le 13 août 1936 est créée à Paris le « Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine ». Au cours des pourparlers, les communistes proposent aux socialistes de mener une action unifiée ; mais si les conceptions des Deuxième et Troisième Internationales se rejoignent quant au fond du problème, certaines divergences de vue concernant des questions de détail les

séparent suffisamment pour que les socialistes déclinent cette offre ; seules des actions parallèles, mais non communes, seront entreprises.

De même en Belgique, le Parti Ouvrier, dirigé par Emile Vandervelde, refuse de s'unir aux communistes, union qui nous aurait valu l'existence d'un Front populaire à l'image du Frente Popular ibérique ou de celui dirigé en France par Léon Blum.

La scission au sein du POB est nette. C'est ainsi que des socialistes aussi en vue que Louis de Brouckère, Emile Vandervelde, Camille Huysmans, les sénateurs Henri Rolin et Fernand Brunfaut, ainsi que le député Marteaux, prennent publiquement parti pour la République espagnole, tandis que les ministres socialistes Paul-Henri Spaak et Henri De Man, s'en tiennent au principe de la non-intervention adopté par leur équipe ministérielle et refusent de collaborer à ce qui s'organise en faveur de Madrid.

Aussi Emile Vandervelde remet-il le portefeuille de la Santé publique qu'il détenait dans le cabinet Van Zeeland. Le « Patron » veut ainsi se désolidariser publiquement des socialistes du groupe « Belgique Toujours », lesquels prônent tout d'abord un socialisme national. En juin de cette même année 1937, c'est au tour de Louis de Brouckère de démissionner de ses fonctions de président de l'Internationale Ouvrière Socialiste ; il ira par après jusqu'à préconiser un rapprochement avec les communistes afin de mieux s'entendre au sujet du problème espagnol. Le docteur Marteaux, député de Bruxelles, quittera les rangs socialistes pour se joindre aux communistes.

Le POB est donc divisé au sujet de la guerre civile espagnole et le restera. C'est ainsi que, malgré les exhortations de Vandervelde, de Brouckère, Rolin, Brunfaut et Buset, le POB accorde un vote de confiance à Paul-Henri Spaak lors du Conseil général du parti tenu le 5 mars 1938. Et le 12 janvier 1939, le bureau du POB autorise la reconnaissance du nouveau régime espagnol.

Malgré la crise qui sévit au sein du POB, les formations de la gauche — le Parti communiste et l'aile gauche du Parti socialiste — parviennent néanmoins à un accord en vue d'apporter un soutien matériel à la République espagnole. C'est dans ce but que le 28 juillet 1937, le « Comité belge de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine » est créé. Il a pour mission d'éviter la dispersion des efforts des nombreux sympathisants et de coordonner les actions entreprises, dès le début des hostilités, par les groupements qui se sont assigné la tâche de venir en aide aux gouvernementaux espagnols.

Présidé par le sénateur Henri Rolin, ce comité recueille immédiatement l'adhésion d'un assez grand nombre d'organisations, parmi les-

quelles : le « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes » (1), les « Etudiants de l'ULB », la section belge du « Comité mondial des femmes contre la guerre », le « Secours populaire belge »... De nombreuses fédérations locales sont établies à Bruxelles, Anvers, Liège, Charleroi, Gand...

Son action revêt les formes les plus diverses. Des collectes régulières rapportent plus de cinq millions de francs ; mais il fournit aussi des vivres, des médicaments, des vêtements, principalement des lainages, pour les volontaires combattant en hiver dans des conditions climatiques très pénibles.

Toute cette action est orchestrée par de bruyantes campagnes de propagande et par des mouvements baptisés « le sac de la ménagère », « envoyez un tricot à Madrid », ou encore « invitez un enfant espagnol à votre table », ceci au profit de l'aide aux jeunes réfugiés ibériques.

Des défilés, meetings, publications et expositions marquent cette action psychologique. On peut, parmi les manifestations les plus remarquées, retenir la visite de la *Passionaria* (2) au « Congrès de la Paix » en septembre 1936, le grand défilé de 1936 auquel prennent part les prêtres Callegos et Lobo (3), ou encore l'exposition organisée au profit de l'Espagne républicaine et saccagée le 22 juillet 1938 par un commando de la Légion nationale.

Dès les premiers signes de l'exode, à la fin de 1938, l'activité du comité se concentre sur le problème des réfugiés, et ceci tout spécialement par la création du « Comité de liaison pour l'aide aux réfugiés ». Le problème avait déjà été d'importance lors des avances nationalistes basques, principalement lors de la chute de la République basque mais il se pose avec bien plus d'acuité après la grande offensive de Catalogne ; c'est par centaines de mille que hommes, femmes et enfants refluent en France. Et si certains rentrent au pays peu après, nombreux sont ceux qui se résignent à l'exil. Ils sont alors parqués dans d'immenses camps en attendant leur intégration en France, en Belgique ou au Mexique. Le « Comité de liaison pour l'aide aux réfugiés », après avoir essayé d'améliorer quelque peu leurs conditions de vie dans ces lieux, s'efforce

(1) Organisation groupant 1.100 membres de diverses opinions et notamment 55 membres du corps professoral de l'ULB ; son activité au profit de l'Espagne a déjà été très importante.

(2) Dolores Ibarruri, dite « La Passionaria » (1895), membre des Cortes et figure politique de proue pendant la guerre civile. Actuellement, elle est la présidente du Parti communiste espagnol.

(3) Il s'agissait de deux prêtres espagnols basques, mais comme le cardinal Van Roey leur avait interdit de pouvoir célébrer la messe, ils quittèrent la Belgique le 15 novembre 1936, peu de temps après leur arrivée.

d'en accueillir le plus possible en les intégrant dans la société, principalement en leur trouvant du travail.

LES AUTRES FORCES POLITIQUES BELGES

Se joignant aux communistes et aux socialistes, l'ensemble des anti-fascistes belges prend nettement parti pour Madrid ; mais ils ne sont pas les seuls. Une aile du parti catholique, que l'on pourrait qualifier de « progressiste » appuie également ce mouvement. Au début de 1937, le professeur Abel de l'ULB, au cours d'une réunion à la Madeleine, cède la parole à Monsieur Lefèbvre, lequel parle au nom du groupe catholique « Esprit ». Celui-ci veut en effet être fidèle aux catholiques gouvernementaux espagnols. Ils ne faut pas oublier que nombre de ces Espagnols combattent aux côtés de la République car ils considèrent qu'elle est la détentrice légale du droit de gouverner. En outre, certains estiment que le mouvement franquiste est empreint de fascisme et ils se montrent dès lors enclins à le combattre.

Mais comment accepter les assassinats des religieux espagnols, l'incendie des couvents, les profanations aussi diverses que multiples, et plus particulièrement celles des sépultures ? Ne tenant pas compte de l'atmosphère troublée dans laquelle furent accomplis ces actes de vandalisme, certains préfèrent le camp du général Franco.

Un autre argument est avancé par le comte van den Burgh. Convaincus de la légitimité du combat mené par Madrid, certains milieux intellectuels voudraient y adhérer, mais la présence des communistes les rebute. Ils aimeraient être les défenseurs des républicains et des libéraux espagnols, mais ils refusent de collaborer avec les communistes. Préférant les combattre, ils se tournent vers Burgos.

En Belgique, des formations politiques de droite se heurent constamment à celles de gauche. Pour ne citer que les principales, nommons le VNV, le mouvement rexiste et la Légion nationale.

Fait étrange, l'action franquiste n'est pas le fait du groupe de Léon Degrelle. Bien que l'approuvant, il ne s'y mêle guère. Son quotidien, le « Pays Réel », toujours si virulent, ne défend que fort peu les thèses nationalistes ; c'est tout au plus s'il s'en prend au mouvement d'aide que la gauche apporte aux Républicains.

La propagande en faveur de Burgos est l'œuvre de la Légion nationale presque uniquement.

Mais l'aide apportée à Franco n'est pas comparable à ce qui se fait pour Madrid ; l'aide aux Républicains se caractérise par une nombreuse

participation humaine ; ce n'est pas le cas dans les rangs pro-franquistes. Ceci provient vraisemblablement du refus du gouvernement nationaliste qui, paraît-il, ne désire pas former des unités comparables aux Brigades internationales. Pourtant, dès le début de l'insurrection, des volontaires, principalement des membres de la Légion nationale, se sont offerts à combattre dans les rangs de la Légion étrangère espagnole. Mais l'officieux représentant de Burgos, le ministre de Zulueta, transmet les remerciements de son gouvernement. Certains Belges se rendent néanmoins en Espagne, mais leur nombre est fort restreint.

Répondant aux vœux des Nationalistes, la Légion nationale mène alors une campagne de propagande, bien plus utile à Franco que l'apport de quelques combattants.

A Bruxelles est créé le bureau de l'« Information espagnole », qui publie régulièrement des brochures justifiant le soulèvement nationaliste, expliquant l'idéologie du mouvement, faisant état des atrocités rouges... Ces publications sont soit des traductions, soit encore l'œuvre de Belges tels que Paul Neuray, le vicomte Terlinden ou le commandant de Launoy, président de l'organisation anticommuniste « Moscou attaque ».

Les journaux *La Nation belge* et *La Gazette*, quotidiens dont les opinions sont généralement fort proches de celles de la Légion nationale, prennent une large part dans cette campagne de propagande. Leurs envoyés spéciaux en Espagne franquiste sont assez nombreux. Peut-être même le sont-ils un peu trop, car comme le départ de correspondants de presse est autorisé, la *Gazette* accepte de délivrer des cartes de presse à quelques enthousiastes désireux de combattre pour Burgos.

Il est presque inutile de parler des meetings et des manifestations organisés par la Légion nationale, car ces activités sont fort semblables à celles de leurs adversaires de la gauche. Peut-être est-il bon d'ajouter que dans la rue, leurs « troupes de choc » se rencontrent assez régulièrement, s'y affrontant, troublant les meetings adverses, ou, comme nous l'avons vu, saccageant des expositions.

Nous devons principalement retenir que l'action pro-franquiste se distingue fondamentalement de celle qui apporte son soutien à Madrid. Si cette dernière est le fait des masses de la gauche, lesquelles participent en nombre assez élevé à la lutte armée en Espagne, la première se borne presque exclusivement à être une action psychologique importante.

LES VOLONTAIRES BELGES EN ESPAGNE REPUBLICAINE

Afin de renforcer l'aide de la Gauche européenne en faveur du gouvernement républicain de Madrid et surtout pour rassembler dans une même unité tous les volontaires étrangers et s'en assurer le contrôle, une délégation de combattants internationaux, conduite par l'Italien Luigi Longo, le Polonais Wisniewski et le Français Pierre Rebière, est reçue en octobre 1936 par les autorités républicaines, lesquelles, le 22 du même mois, approuvent la création des Brigades internationales.

Les principaux organisateurs des Brigades sont la Troisième Internationale et les divers partis communistes ; mais dans les unités mêmes, à côté d'une majorité de communistes, on trouve de nombreux socialistes, ainsi que des libéraux et des progressistes de diverses tendances. Presque tous combattent par idéal, à l'exception de quelques aventuriers et de chômeurs. Dans 80 % des cas, les hommes des Brigades sont de souche ouvrière, leur passé militaire est fort variable, exception faite d'un certain nombre d'exilés politiques allemands et italiens, combattants de 1914-1918.

Etabli à Paris, le bureau central de recrutement regroupe les volontaires pour les envoyer par chemin de fer en Espagne. Parmi ceux-ci, bon nombre de Belges...

L'Action politique en vue du recrutement en Belgique. Le processus de départ.

Les Deuxième et Troisième Internationales s'étant ralliées à la cause républicaine, leurs différentes fédérations et sections locales font tout ce qui est en leur pouvoir pour venir en aide à tous ceux qui désirent répondre à l'appel lancé. Si l'on ne trouve que peu de traces de recrutement proprement dit, ce sont néanmoins les responsables socialistes et communistes qui favorisent les départs en fournissant tous les renseignements nécessaires et parfois même en payant le déplacement en train jusqu'à Paris, premier lieu de regroupement et véritable centre de recrutement.

Les socialistes mais surtout les communistes s'efforcent de constituer des unités belges. La communiste liégeoise Alice Degeer a un entretien avec l'ambassadeur d'Espagne, afin de parvenir à former une « Brigade Jacquemotte » (4).

Des articles relatant le départ de volontaires commencent à paraître

(4) Baptisé ainsi en souvenir du leader communiste belge Joseph Jacquemotte, décédé en 1936.

dans les colonnes de la presse belge. Le journal *Le Peuple* signale dans son édition du 12 août l'arrivée à Hendaye de 21 antifascistes belges portant l'insigne du Front populaire français ; mais ils s'y trouvent provisoirement bloqués, faute de passeport. Quelques jours plus tard, le même quotidien annonce que des membres de l'USAF (5) se trouvent déjà en territoire espagnol.

Dès septembre, on ne cherche plus même à cacher ces départs. Ainsi, toute la presse se fait l'écho, le 23 octobre, de l'embarquement à Marseille, d'une centaine de Gantois. Il est désormais de notoriété publique que des ouvriers combattent en Espagne et que d'autres continuent à les rejoindre.

Parvenir en Espagne n'est pas bien difficile à cette époque. C'est par chemin de fer, en autocar ou par bateau que nos compatriotes, mêlés aux autres volontaires, originaires de tous les coins de l'Europe, arrivent à Barcelone. D'autres Belges se font d'ailleurs naturaliser, simple formalité par ailleurs, afin de s'engager sans difficultés dans les milices espagnoles. Il devient dès lors bien malaisé d'en retrouver la trace.

Les premiers Belges.

Quand, le 26 août 1936, les Nationalistes lancent leurs troupes à l'assaut d'Irun, petite localité située au Nord des Pyrénées et seulement séparée de la France par la Bidassoa, les quelque 3.000 défenseurs de la ville se trouvent renforcés par un certain nombre d'étrangers, dont des Français et des Belges. Ces derniers sont les membres de l'USAF dont il a été question.

Après plus d'une semaine d'attaques, suivies de contre-attaques, les assiégés d'Irun sont acculés à la rivière qui les séparent du territoire français. Le 3 septembre a lieu l'assaut final. Une partie de la population, ainsi que les responsables locaux s'enfuient en France en franchissant le Pont international d'Hendaye. Seuls les anarchistes défendent encore ce coin de terre espagnole. Avec eux, les Français et les Belges sont restés pour combattre. Et c'est d'un groupe de ces mitrailleurs étrangers que partent les derniers coups de feu tirés lors de leur repli par le pont.

Les antifascistes belges déplorent à cette occasion la perte de leurs premiers tués. En outre, ils estiment avoir été trahis par la « soi-disant non-intervention » qui a bloqué à quelques pas seulement du pont d'Irun le train d'armes et de munitions, qui, de Barcelone, leur avait été envoyé par la France.

(5) Union des Socialistes anti-Fascistes.

Ces premiers réfugiés regagnent la Catalogne en transitant par Le Perthus. On retrouvera bientôt quelques-uns de ces vétérans dans les colonnes internationales qui défendront Madrid, mais la plupart des Belges de l'USAF qui ont pris part à la défense d'Irun regagneront le pays avant la fin de l'année.

En Belgique cependant, certains départs se font avec bien plus de publicité. Se référant au principe de non-intervention qui vient d'être adopté, la presse fait grand cas de l'envol d'Evere d'un mystérieux avion. Le 26 août, après avoir décollé, sans autorisation, le pilote belge Autricque a mis le cap sur l'Espagne. Il parvient à Barcelone trois jours plus tard.

L'affaire connaît un rebondissement trois mois plus tard, lorsque les sergents-aviateurs Hansel et Jacobs du 2^e régiment d'aéronautique se présentent à la Gendarmerie. Ils étaient en effet portés déserteurs pour avoir quitté leur unité et s'être rendus à Madrid. Mais pourquoi dès lors ce retour précipité ? « Parce que nous avons été déçus et que nous avons eu des ennuis avec les autorités républicaines », répondent-ils à leurs juges. Le Conseil de guerre du Brabant les dégrade et leur inflige trois mois de prison.

Quant à Autricque, rentré au début d'octobre, il a aussi des démêlés avec la justice militaire. L'Auditoriat le soupçonne en effet d'être à l'origine de la désertion des sergents Hansel et Jacobs. Autricque ne s'en tire pas à moins du double de la peine des deux prévenus cités ci-dessus.

Ces affaires ne sont que le prélude aux nombreux départs qui sont le noyau de l'important contingent que les Belges fourniront aux Brigades internationales.

Evaluation et composition du contingent belge des Brigades internationales.

C'est vers la mi-octobre 1936 qu'ont lieu les premiers départs massifs vers la péninsule ibérique. Ce phénomène ne se produit pas seulement à Anvers d'où tout un groupe de Flamands part pour Paris, sous la direction de Wilfried Wauters, ancien sous-officier d'active. Il en va de même partout en Belgique, mais particulièrement dans les grands centres industriels et surtout dans le Borinage (6).

(6) Il convient de faire mention de certains bruits rapportant la présence de femmes belges en Espagne, comme dans *La Libré Belgique*, du 27 avril 1937, où l'on peut lire : « qu'une Belge a été tuée sur le front de Biscaye, et qu'une autre, Suzanne Cl..., 26 ans, commande une section de miliciens basques ». De même, notre consul de San

On peut estimer, sans grand risque d'erreur, que 80 % de ces Belges sont d'origine ouvrière ; certains sont des employés, d'autres, mais en nombre fort restreint, des intellectuels (7). Ces derniers se retrouvent plutôt dans les services sanitaires où quelques médecins ont répondu à l'appel lancé en raison de la carence en personnel médical dans les unités internationales.

Politiquement, ces volontaires sont, dans les mêmes proportions, des militants communistes. Beaucoup sont des JGS, mais il ne faut pas oublier que la Jeune Garde Socialiste s'est unie en juillet 1936 aux Jeunesses Communistes pour former le mouvement des « Jeunes Gardes Socialistes Unifiés ». Aux côtés des socialistes, quelques libéraux et chrétiens ont choisi de combattre le fascisme, mais leur nombre est fort restreint.

Vouloir rechercher ce qui, individuellement, a conduit chacun de ces combattants en Espagne, revient à conclure que l'idéal antifasciste et l'appel du Parti sont pour une grande part dans ce choix. Chez certains, c'est un véritable élan d'idéal, fait compréhensible en cette période de montée du nazisme, qui les a poussés à combattre. Cependant, des aventuriers trouvent là un exutoire à leur tempérament. D'autres enfin, des chômeurs pour la plupart, confiants en la promesse de trouver du travail à Barcelone ou à Albacète, espèrent trouver en Espagne des conditions nouvelles de vie.

Les dirigeants des Brigades ne trouvent malheureusement que peu de gradés parmi ces volontaires ; l'expérience militaire fait défaut chez de nombreux jeunes qui n'ont pas même encore accompli leur service militaire. Parmi les Belges, on retrouve quand même quelques officiers de réserve, dont Raoul Reul, lieutenant d'infanterie, Victor Thonet, artilleur, Eugène Van den Bossche, lieutenant et ancien combattant de 1914-1918, et enfin le lieutenant-aviateur Paul Nothomb qui devient le second de l'escadrille d'André Malraux. Tous les quatre reviendront vivants en Belgique, mais sur proposition du ministre de la Défense nationale, ils seront dégradés par le Roi et feront l'objet d'un blâme.

Bien qu'ils ne soient pas de nationalité belge, il ne faut pas oublier de citer la participation de nombreux exilés politiques étrangers réfugiés en Belgique ; ceux-ci sont surtout des militants de gauche prove-

Sebastian, Mr. Luis Lizarrituri, prétend que des femmes belges se battirent sur le front d'Irun. Aucune confirmation n'a cependant pu être apportée à ces affirmations. De plus, les Belges des Brigades, interrogés à ce sujet, n'ont jamais eu connaissance d'une présence féminine belge, à l'exception d'infirmières du service sanitaire.

(7) Cf., à ce propos H. THOMAS, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1961, p. 399. L'auteur y donne la composition du bataillon « Chapalev », lequel comprenait 231 ouvriers de l'industrie, 68 ouvriers agricoles, 36 marins, 7 fonctionnaires, 13 paysans, 18 employés, 8 intellectuels et 7 artisans. Cette proportion fut assez semblable chez les Belges.

nant d'Allemagne, d'Italie, de Pologne ou des Balkans. Ils suivent les mêmes filières que les Belges, mais ils retrouvent en général leurs compatriotes exilés en France au sein des bataillons, « Garibaldi », « Thaelmann » ou « Dombrowsky ». Ces volontaires sont des combattants précieux pour les Brigades, car ce sont pour la plupart des vétérans ayant combattu en 1914-1918 dans les armées allemande ou italienne. De plus, ils luttent contre le fascisme qu'ils rendent responsable de leur exil.

Faire le dénombrement des volontaires belges qui combattent tant dans les Brigades que, parfois dans les milices anarchistes ou dans l'armée régulière espagnole est fort difficile. En plus de cette répartition dans des unités différentes et dans les services de l'arrière, il faut faire la distinction entre ceux séjournant longtemps en Espagne et ceux dont l'aventure se résume à un aller-retour.

Mais l'impossibilité d'établir des statistiques exactes provient surtout du manque de service administratif qui, lorsqu'il existe, est réduit au strict nécessaire.

De plus, dans les Brigades internationales, on attache peu d'importance à la nationalité d'origine ; c'est tout au plus, si la langue peut avoir une certaine importance car elle facilite la compréhension au sein des unités, mais le problème est résolu par l'emploi de l'espagnol, surtout dès le moment où ce sont des miliciens espagnols qui, de plus en plus nombreux, comblent les pertes.

Nous en sommes donc réduits à nous contenter d'une estimation. Le chiffre de 2 à 3.000 participants belges est le plus souvent cité et semble refléter assez bien la réalité ; plutôt 2.000 si l'on ne considère que ceux qui ont joué un rôle actif en Espagne, comme combattants ou comme cadres. Ce total peut être majoré si l'on y ajoute ceux qui, au terme de leur voyage, ont choisi le chemin du retour.

Du total des Belges qui effectivement firent partie des Brigades internationales, 750 à 800 sont Flamands, les 1.500 autres viennent de Bruxelles et de Wallonie.

Il est évidemment tout aussi malaisé d'avancer le chiffre de leurs pertes au combat. On peut estimer qu'il se situe aux environs des 10 % des effectifs, soit de 200 à 300 tués ; mais le chiffre est controversé.

Si les Belges, présents en Espagne, pendant plus de deux ans, sont de presque toutes les batailles, certaines d'entre elles prennent une signification particulière : Madrid, Teruel, la Jarama et l'Ebre sont les endroits où les Belges subissent le plus de pertes.

Malgré le caractère souvent passionnel des combats et la coutume de ne pas faire de prisonniers, qui est d'application dans les deux camps, mais particulièrement à l'encontre des volontaires inter-

nationaux, on retrouve les traces de quelques Belges qui, faits prisonniers, ont été libérés, une fois la guerre terminée.

Répartition des Belges et essai de création du bataillon « Pierre Brachet ».

Les 150 Flamands du premier groupe de Belges qui, à la mi-octobre, quitte la Belgique, se retrouvent à Albacète, intégrés dans deux des compagnies du bataillon « Edgar André », lequel subit son baptême du feu début novembre à Madrid. De ce groupe, 30 viennent d'Anvers, 40 d'Alost, les autres sont originaires de Gand, de Courtrai et d'Iseghem. Lorsque, après les premiers combats de la Cité universitaire, ils sont relevés par la 12^e Brigade, quelle n'est pas leur joie de rencontrer d'autres Flamands dans le bataillon « Thaelmann » ! Pour des motifs linguistiques, les Flamands sont en effet presque toujours regroupés en Espagne, au sein d'unités à composition allemande.

Les Bruxellois et les Wallons complètent quant à eux, les rangs des bataillons « Commune de Paris », « Franco-belge », « Louise Michel » et « 6 février », dont les effectifs sont en majorité français. Dans ces unités, il est en général fait abstraction de leur origine belge et nos compatriotes sont ainsi souvent confondus avec les Français. C'est ainsi qu'à une réunion de brigade, on estime nécessaire d'adjoindre un interprète à un officier belge. Quel n'est pas l'étonnement en constatant que le Belge s'exprime en français ! (8).

Si l'on ne retrouve pas de bataillon belge, par contre les Belges se groupent parfois en petites unités à majorité nationale. c'est le cas, par exemple de la colonne Joseph Jacquemotte.

Mais le facteur de nationalité est de faible importance chez de nombreux combattants. C'est ainsi que l'on retrouve des Belges dans les bataillons « Lincoln », « Barbusse » et « Garibaldi ». Ils sont ainsi fort peu amenés à avoir de nombreuses relations avec leurs compatriotes.

Quant à l'éventail des fonctions remplies par les Belges, il est tout aussi complexe. A côté d'une majorité de simples combattants, les plus capables sont devenus officiers, comme dans le bataillon « André Marty » où un tiers des officiers sont belges. D'autres servent dans la cavalerie, dans les services sanitaires, dans les états-majors ou dans

(8) Ceci explique peut-être que certains auteurs ne donnent pas de chiffre quant à la participation belge, nos compatriotes étant dénombrés comme Français ou comme Allemands.

l'artillerie, comme les Flamands de la batterie Anna Pauker, attachée à la 11^e Brigade.

Quand aux grades, au début ceux-ci sont fort arbitrairement remis à des responsables politiques ou à quelques anciens gradés, mais ces nominations ne sont que provisoires, les galons devant être confirmés au feu. Ce sont donc les plus capables militairement qui deviennent ou restent officiers, en admettant évidemment qu'ils soient politiquement sûrs. Le processus est à peu près le même pour les fonctions de commissaire politique, mais les critères sont, comme on s'en doute, presque essentiellement politiques ; seuls des communistes détiennent ces responsabilités.

On retrouve ainsi des Belges à divers échelons militaires et politiques, mais aucun ne détient un grade militaire supérieur à celui de commandant de compagnie. Quelques-uns portent les galons de capitaine, plus nombreux sont les lieutenants. La plupart d'entre eux, avant d'être nommés, ont dû faire un stage à l'école d'officiers de Pozo Rubio.

Devant le nombre assez important de Belges combattant dans diverses unités des Brigades internationales, les autorités communistes belges essayent en 1937 de les réunir en une unité nationale : le bataillon « Pierre Brachet ». Groupant les Belges de certains bataillons ainsi que de nombreux autres provenant des services de l'arrière, le bataillon est formé à l'Escurial, près de Madrid. Il prend alors part à deux opérations : tout d'abord lors d'une attaque ébauchée sur Ségovie, ensuite à Cuesta de la Rena, où il parvient à contenir un assaut des Marocains.

Mais il n'est guère possible de rassembler tous les Belges des Brigades. Ces derniers, combattant dans leur unité d'origine depuis de longs mois, sont très réticents à l'idée de quitter leurs camarades. Comme ces sentiments sont partagés par tous nos nationaux, l'idée de former un bataillon est abandonnée et le « Pierre Brachet », réduit à une compagnie. Celle-ci est intégrée dans le « Franco-belge ». Elle a pour commandant le lieutenant Pierre Marchal, pour commissaire politique André Houlez ; le premier trouvera la mort en mars 1938, le second, en novembre, à Gandesa, quelques jours avant le retrait des volontaires internationaux.

La vie des combattants belges. — Le mécontentement.

Décrire la vie des combattants belges des Brigades internationales revient à rapporter seulement certains des aspects les plus caractéristiques de ce séjour en Espagne.

Il est presque inutile d'évoquer les difficiles conditions de vie que connaissent en bien des moments les volontaires internationaux. Bien que jouissant de la réputation d'être de solides combattants, les Belges s'avèrent être bien souvent les « rouspéteurs » que l'on connaît. Il faut retenir à leur décharge que les conditions climatiques de la péninsule ibérique sont rudes à supporter : après un été torride, la neige tombe dans de nombreuses contrées du pays.

L'absence de nourriture nationale pèsera aussi sur de nombreux estomacs belges. La cuisine espagnole est éternellement accommodée à l'huile, et en outre les rations sont presque chaque jour composées de haricots ou de pois chiches.

Les distractions sont, elles aussi, bien rares. Elles se résument à des périodes de détente dans des grands centres ou dans des camps spéciaux de repos, à Albacète par exemple. Pour se tenir au courant des événements et de la vie de l'unité, chaque brigade publie régulièrement une revue ; on en trouve en anglais, en français, en allemand et en italien, et toutes relatent les combats, discutent politique ou reproduisent les vers d'un poète improvisé.

Mais avec le temps, un mois de congé à Madrid ne parvient pas à chasser chez certains l'envie de passer quelques jours dans leur famille. Or, il est un principe rigide en ce qui concerne les congés au pays : ceux-ci sont en général refusés car l'expérience a prouvé que bien rares étaient ceux qui regagnaient leur unité. Pendant une période cependant, les dirigeants des Brigades se sont efforcés de renvoyer au pays tous ceux qui étaient frappés d'un rappel disciplinaire, et cela dans le but de ne pas trop indisposer les autorités. Mais de si loin, il est bien difficile de répondre à temps ; de plus, la situation militaire ne permet pas toujours de s'absenter. Bref, le problème des permissions s'avéra parfois fort épineux.

En effet, même si l'on peut croire que l'idéal est à la base de la plupart des engagements, il est admissible qu'après douze ou quinze mois de vie rude, un volontaire se sente l'envie d'en finir et de rentrer au pays.

Bien pire est le cas des aventuriers ou de ceux qui se sont engagés un peu au hasard, avec l'idée préconçue, ou avec l'espoir, de travailler dans une usine.

Certains se sont précipités en Espagne au début ; mais leur conduite ne plaît pas à leurs supérieurs, ou peu à peu sont lassés de l'« aventure ». D'autres désiraient travailler et se retrouvent enrôlés dans une unité combattante ; l'inverse existe aussi pour quelques volontaires

retenus à l'arrière par les besoins de la logistique. Toutes ces situations créent du mécontentement.

Cependant la plupart des défections eurent lieu au cours des premiers mois, chez les nouveaux arrivants, désillusionnés ou découragés par les combats, le froid, la faim, la solde qui n'était pas toujours payée. C'est ainsi que certains miliciens belges se trouvant à Madrid pendant la bataille de la Cité universitaire, cherchèrent refuge au consulat de Belgique afin de pouvoir facilement rentrer au pays.

Au début de janvier 1937, un premier groupe de Belges autorisés à quitter le territoire de la république espagnole, regagna la Belgique. Le 21 février, 21 autres les suivirent. Ils déclarèrent qu'ils se trouvaient en désaccord avec les autorités et les commissaires politiques.

Pour résumer la situation, disons que rentrèrent successivement en Belgique, les combattants qui constatèrent que leur place n'était pas en Espagne, ceux qui se heurtèrent aux cadres politiques, et surtout ceux qui, lassés après un certain temps, désiraient revoir leur patrie.

Un aspect plus controversé de ce mécontentement est celui des Belges qui auraient été abattus pour l'un ou l'autre motif.

Ainsi, à la fin de mai 1937, au cours de l'attaque de Ségovie, qui coûtera 900 tués à la 14^e Brigade, les assaillants furent repoussés deux fois. Comme ils refusaient de mener un troisième assaut frontal, le capitaine français Duchesne, commandant de la compagnie disciplinaire, prit 5 hommes au hasard et les abattit d'une balle dans la nuque. Le hasard fit que tous les 5 étaient Belges. Il est évidemment très difficile de prouver l'exactitude de pareilles accusations ; cependant, il est fort probable, sinon certain, qu'elles contiennent une bonne part de vérité. Il faut en effet considérer que les combattants ne sont pas tous d'une discipline aveugle ; de plus, les conditions de combat sont souvent fort pénibles et enfin, surtout, les cadres font usage, de méthodes « staliniennes ».

Les commissaires avouent eux-mêmes avoir démasqué plusieurs embusqués, tels que les Belges Huet et Lemoine qui, en août 1938, furent chassés d'Espagne. En Belgique, les adversaires de l'Espagne républicaine font évidemment grand cas de ces méthodes, n'hésitant pas à accuser les communistes du meurtre de près d'une centaine de Belges.

À côté des motifs invoqués par les communistes comme la désertion ou la lâcheté, nous devons encore citer les divergences politiques qui entraînèrent d'assez nombreuses éliminations. En plus des « trotskystes », nous pouvons rapporter le cas du capitaine Nick Gillain qui, en 1937, entra en conflit avec le colonel Dumont et le capitaine Bastien. Il fut forcé de quitter l'Espagne.

Les derniers retours.

L'Amicale des Anciens d'Espagne.

Quel fut le sort réservé aux Belges lors, du retrait des Brigades internationales en septembre-octobre 1938 ? A cette époque, il ne reste plus en Espagne qu'un nombre assez restreint de Belges, à peine un millier d'hommes. Entre la date du départ officiel des volontaires et la mi-janvier 1939, 347 de nos compatriotes passèrent la frontière franco-espagnole. De nombreux Internationaux ne rentrèrent en France qu'après la chute de Barcelone, comme les 700 derniers volontaires des Brigades le 8 février.

Avant de regagner la Belgique, tous ces combattants furent internés pendant deux à trois semaines dans les camps de réfugiés du sud-ouest, à Argeles ou Saint-Cyprien. Plus tard, quelques prisonniers faits par les Nationalistes furent libérés.

Ainsi prend fin l'histoire de la participation belge dans les Brigades internationales. Celle-ci fut relativement importante. En outre, la présence belge ne se limita pas aux seules unités internationales. Quelques Belges prirent part à la guerre civile espagnole dans les rangs de l'armée régulière républicaine, tandis que près d'une centaine d'autres combattirent au sein des unités anarchistes. Certains enfin, servirent comme aviateurs dans l'escadrille d'André Malraux ou dans les services sanitaires mis à la disposition des Républicains.

